

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**  
**PAYS: MADAGASCAR**  
**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL FINAL**  
**DATE DE RAPPORT: 13/03/2020**

<b>Titre du projet:</b> RENFORCEMENT DE L'AUTORITE DE L'ETAT DANS LE SUD	
<b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b> PBF/00107894	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> PNUD - OIM <b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> Ministère de la Défense, Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de la Justice, Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation, Organisations de la Société Civile	
<b>Date de début du projet<sup>1</sup>:</b> NOVEMBRE 2017 <b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup></b> 26 mois	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</b> PNUD : \$ 1 120 000 OIM : \$ 880 000 : \$ : \$ Total:	
<i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	
<b>Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:</b> La TOTALITE	
<b>Préparation du rapport:</b> Rapport préparé par: Lalaina RAKOTOZANDRY et DEI ROSSI Giacomo Rapport approuvé par: Les agences PNUD et OIM Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:	

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.



#### **NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

### **PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET**

#### **1.1 Progrès global du projet actuellement**

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Le projet RAES a atteint les résultats assignés et a apporté les améliorations tangibles sur la vie quotidienne de la population du Sud et notamment dans les zones ciblées par le projet. Les constructions et l'opérationnalisation des différents postes avancés ont permis de renforcer la présence de la gendarmerie dans les zones plus éloignées. Les dialogues et les activités de rapprochement effectués ont pu améliorer la collaboration et la confiance entre la population et les FDS permettant à ces derniers de lutter plus efficacement contre l'insécurité. Les dialogues communautaires menés entre juillet et septembre 2019 ont permis aux communes de co-identifier les activités communautaires à mener (rituels de paix, match de football, repas communs, spectacles de danse traditionnelle, réhabilitations/constructions des infrastructures communautaires) mais ont également permis de préparer le terrain pour la conduite des rituels de paix (Titiky) menés en novembre 2019. Ces événements ont rassemblé toute la commune, qui a juré solennellement de se respecter mutuellement et de collaborer avec les FDS. Ces événements, menés selon des codes traditionnels stricts, consistaient en un engagement de toutes les lignées des cinq communes. (voir suite résultat 3)

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):  
on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Les innovations dans le cadre de la mise en oeuvre des projets relatifs à la composante 3 du plan prioritaire du PBF ont tout d'abord un caractère holistique. Le fait d'articuler les interventions au niveau institutionnel et communautaire permet d'apporter une réponse intégrée qui touche les différents secteurs de la société et de créer une dynamique de rapprochement entre la population et l'Etat. Il faut noter que le choix de déployer l'équipe sur le terrain, à travers le bureau commun impliquant 6 agences des NU est une grande première dans le pays. Cependant les choix de différentes zones d'intervention pour les projet AME et RAES n'a pas permis d'exploiter au maximum des synergies potentielles entre les projets.

S'agissant des interventions, la réalisation d'activités visant à renforcer la confiance entre le FDS et les communautés locales a permis une meilleure conduite des activités du projet, la mise en place d'infrastructures et la dotation des matériels de pointe ont amélioré la marge de manoeuvre de la Gendarmerie, malgré les conditions géographiques difficiles dans cette zone. L'une des composantes du projet (utilisation des drones dans la sécurisation du Grand sud) a d'ailleurs obtenu le prix du RBA Innovation Award 2019 au sein du PNUD.

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

La situation sécuritaire dans le Sud et la relation des forces de l'ordre et la population locale ont connu les améliorations pendant la durée du projet. Il est difficile de s'appuyer sur les variations dans le court terme pour apprécier l'évolution du phénomène de vol de zébus dans la zone d'intervention car il y a plusieurs paramètres qui risquent de fausser l'interprétation, entre autres la saisonnalité de ce phénomène ou la diminution même du nombre du cheptel dans la zone. La non-exhaustivité des données disponibles au niveau des différentes unités des FDS vient s'ajouter à ce problème. L'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone est surtout constatée à travers la présence et la réactivité des FDS par rapport aux attaques des Dahalo. Elle se manifeste par les interventions faites suite aux attaques et le nombre des zébus récupérés et restitués.

Certains éléments de l'enquête de référence sur la situation de référence du PPCP mandatée par le secrétariat technique du PBF ont démontré aussi des évolutions sur la perception de la population sur le phénomène de l'insécurité dans la zone. Des tendances qui nécessitent d'être confirmées à travers une évaluation ex-post.

Désormais, la population connaît mieux ses droits et a à sa disposition un mécanisme de recours pour les cas de conflits communautaires qui ne requièrent pas l'intervention des tribunaux. (voir suite résultat 4)

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Grâce à l'amélioration de leur capacité d'intervention, les actions des Forces de Défense et de Sécurité commencent à se faire sentir au niveau de la population. En particulier dans les 5 communes où les postes avancés de gendarmerie ont été construits, la présence de gendarmes a permis de sécuriser les zones contre les attaques des bandits et des voleurs de bétail et un changement d'attitude de la population vers les FDS est perceptible.

Cette tendance semble être confirmée par les chiffres de la gendarmerie du district de Betroka, qui a noté notamment entre 2018 et 2019 la diminution de 2954 à 364 cas de vols de zébus. Cependant ces chiffres doivent être traités avec précaution, vu qu'ils ne concernent seulement que les cas où la gendarmerie est intervenue - et non la totalité des cas. Pour cette raison, ces statistiques doivent être mises en corrélation avec les observations de perception et comportement de la population. Il est à noter que dans la ville de Betroka, le marché fermait très tôt à cause de l'insécurité; désormais, les commerçants continuent d'exercer leurs activités et les quartiers restent animés tard dans la soirée. Les activités et ouvertures des cliniques juridiques ont été également appréciées par la population car elles ont apporté un moyen plus efficace pour résoudre les litiges aussi bien communautaires que des ménages. Ces interventions ont aussi eu un impact positif sur le désengorgement des tribunaux.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

La situation sécuritaire et l'accessibilité dans la zone d'intervention restent les défis majeurs dans la mise en œuvre du projet car ces facteurs limitent la marge de manœuvre de l'équipe dans leur déplacement sur terrain. Un suivi continu de la situation sécuritaire et une planification conjointe des déplacements continuent à être menés avec les forces de l'ordre. Cela a permis de mitiger

aussi les problèmes sécuritaires, qui ont été une des raisons des retards dans la construction des PA. Certes, l'intervention du projet a contribué à améliorer la capacité de réponse des FDS dans la zone d'intervention, mais des efforts restent à faire dans la promotion d'une démarche de proximité en ligne avec les principes des droits humains. Les aléas climatiques comme les sécheresses et inondations qui touchent régulièrement le Sud, elles-mêmes conséquences du phénomène de changement climatique, impactent fortement les moyens de subsistance de la population et contribuent à la recrudescence de la criminalité mettant en péril les acquis du projet. La fragilité politique et institutionnelle, notamment dans le contexte électoral, représente aussi des risques liés à la récupération politique des interventions du projet, mais aussi des méfiances entre les acteurs. Le manque de budget des autorités locale, communes, districts constitue un défi majeur pour la durabilité des actions, en particulier pour la partie "soft" (organisation des dialogues, audiences foraines etc.)

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Le projet a connu un retard de démarrage, il n'a été opérationnel qu'après le lancement officiel qui s'est déroulé le 03 Mai 2018 et les réalisations des activités ont également été retardées. Après l'accord relatif à l'extension sans coût jusqu'au 31 décembre 2019, le projet a évolué à un rythme normal pour atteindre les résultats prévus jusqu'à la fin de l'année. Le retard dans la construction des PA de la gendarmerie et la réhabilitation de la Maison centrale a été rattrapé et les constructions sont achevées.

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Rapport d'activité des Cliniques Juridiques,
- Rapport de mission sur les Audiences foraines menées par le tribunal de Betroka,
- Rapport de mission formation des membres de la Structure Locale de Concertation,
- Lettre de mise à la disposition des 7 drones et des 77 motos
- Rapport de formation le pilotage et la maintenance drone
- Rapport de formation sur la conduite et la maintenance des motos
- Rapport de mission sur l'opération de jugement supplétif et la délivrance des Cartes Nationales d'Identité
- Rapports de mission des ingénieurs de contrôle pour la construction des 5 postes avancés de gendarmerie
- Photos de remise des équipements
- Photos des travaux de construction des 5 postes avancés de gendarmerie
- Rapports de mission des ingénieurs
- Rapports de mission du partenaire d'implémentation

## 1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** Les forces de l'ordre, et notamment la Gendarmerie et ses Unités Spéciales Anti-Dahalo (USAD), disposent des moyens et des capacités en vue de la sécurisation la zone

d'intervention, tout en respectant les droits humains et en renforçant la confiance entre la population et les forces de l'ordre.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

La cérémonie de remise officielle des équipements pour les 5 nouveaux postes avancés et les 6 autres unités déjà existantes de la gendarmerie a été effectuée le 15 Mars 2019 à Betroka par Madame le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies à Madagascar, en présence de trois Ministres du Gouvernement. Après la remise officielle, le projet a appuyé le déploiement et l'installation de ces matériels sur site, 10 éléments de la Gendarmerie ont été formés sur le pilotage des drones. 07 drones sont livrés à la Gendarmerie Nationale. Elle vient en rescousse des unités surtout dans le sud de l'île ; 02 au Commandement de la Gendarmerie Nationale en qualité de réserve et pour la formation des nouveaux utilisateurs. Les forces de l'ordre, notamment la Gendarmerie ont pu sécuriser la zone d'intervention, tout en respectant les droits humains et en renforçant la confiance entre la population et les forces de l'ordre car la population dans les zones d'intervention a accès au service des forces de l'ordre, notamment la Gendarmerie du fait que des postes avancés sont construits et opérationnels. 90 % de la population dans les 5 communes d'implantation des postes avancés sont satisfait et décident de collaborer avec les forces de l'ordre lors des attaques. En outre, les services fournis par les forces de l'ordre sont améliorés. Avant 2017, les postes avancés dans les zones d'intervention n'ont aucun moyen de déplacement, aucun moyen de communication, aucun moyen de reconnaissance de terrain. Les traitements des textes se font par machine à écrire... Alors que actuellement, la Gendarmerie dans ces zones d'intervention ont des matériels roulants pour se déplacer mises à leurs dispositions. Elle a aussi des radios HF mobiles et fixes pour se communiquer, des drones à utiliser dans les interventions ou accrochages avec les Dahalo. Les traitements des dossiers sont informatisés et devient rapide, des matériels informatiques sont à mis en place. Il y a fluidité de la circulation des informations. Aussi Les éléments de la Gendarmerie ont les compétences et les habilités nécessaires dans leurs services tout en respectant l'éthique et les droits humains car les 123 éléments de la gendarmerie bénéficié des formations et renforcement de capacité agissent de manière efficace pour une police de proximité, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption....

**Résultat 2:** Les dispositifs de proximité mis en place dans les zones d'interventions rapprochent la population des services publics administratifs et juridiques.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Les dispositifs de proximité ont été mis en place dans les zones d'interventions pour répondre aux besoins de services publics administratifs et juridiques de la population locale.

Deux Cliniques Juridiques ont été mises en place à Ihosy et Betroka pour la promotion et la protection des droits humains, en particulier ceux des personnes vulnérables, ainsi que pour la résolution des litiges mineurs. Pendant la durée du projet, ils ont pu traiter 1524 cas de différentes sortes. Plus de 11 050 personnes ont bénéficié des activités de diffusion des droits, campagne de sensibilisations, avec une insistance sur la lutte contre violences basés sur le genre. Des Clubs pour la promotion et protection des droits humains ont été créés et mis en place au niveau des établissements scolaires. La restitution des observations de Trano Azo à travers les journées de droits bafoués au près de différentes autorités (autorités étatiques locales, du Président du Tribunal, des représentants des FDS, OSC et membres du CDH) a permis d'échanger sur les questions relatives aux violations des droits humains et aux relations entre les autorités et la population. Les audiences foraines ont permis un meilleur accès à la justice pour la population des zones les plus éloignées. Le TPI de Betroka a effectué 10 audiences foraines à Isoanala et Jangany ; 136 dossiers d'instruction, civils et correctionnels sont traités et 656 casiers Judiciaires délivrés. Cependant les audiences à Ihosy n'ont pas pu être organisées comme prévu ; le projet a dû éviter les risques liés à la période électorale. Il s'agissait d'éviter les éventuelles tensions dues aux rumeurs de fraudes dans les délivrances des CIN pendant cette période. Des structures locales de concertation sont mises en place dans les 10 Communes suivants : CR Begogo, CR Antaramena, CR Andranombao, CU Ihosy, CR Isoanala, CR Bekirobo, CU Betroka, CR Tomboarivo, CR Ikelivaho, CR Ambalaso.

Bref, la population dans les zones d'intervention ont accès accrue à la bonne gestion des affaires locales et jouis pleinement leurs droits et devoirs dans laquelle le service offert au niveau de la Justice pour la protection des lois et des droits humains est amélioré et des droits sont respectés les personnes touchés par les 136 dossiers en instance et traités depuis 2018 ont connu leurs jugements. De même 656 personnes ont les possibilités d'effectuer des dossiers administratifs ou autres actions après l'obtention des casiers judiciaires ... 2 cliniques juridiques sont mis en places et opérationnels, 95% des personnes victimes des 1524 dossiers de violations de droits et conflits communautaires traités sont satisfaits ; 11 000 personnes environ t touchés par les activités de diffusions de droits connaissent leurs droits et devoirs....

**Résultat 3:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Suite de 1.1

Ces évènements ont été le résultat final d'un processus de négociation et de dialogue qui visait à surmonter les anciennes méfiances et les conflits enracinés dans la société, qui ont nourri les divisions entre les groupes communautaires et entre la communauté et les FDS. Grâce à cette paix renouvelée, il a été possible d'organiser plusieurs événements entre novembre et décembre 2019 qui ont permis de consolider le sentiment de collaboration et de confiance au sein des communautés. La réalisation des audiences foraines et des activités au niveau de services des administrations publiques locales a diminué le sentiment de marginalisation de la population. La mise en place des Cliniques Juridiques a apporté les espaces de protection de droits au prêt de la

population, en particulier les plus vulnérables, et a permis de résoudre les cas de litiges mineurs et devenus pour plusieurs premiers contacts pour jouir de ces droits. La mise en place du SLC a permis à la population locale de participer plus activement à la gestion des affaires locales au niveau Communale. Cependant, la situation sécuritaire et économique dans certaines zones géographiques non ciblés par le projet, demeure difficile avec l'accès aux services publics de la population quasi inexistant. La problématique de vols et le blanchiment des zébus par les puissantes bandes organisées demeure préoccupante et devrait être adressée au niveau plus systémique ainsi que politique.- Les services offerts par les services locaux déconcentrés et décentralisés (Communes, Districts, ....) sont aussi améliorés. 1169 jugements supplétifs sont réalisés et 317 nouvelles Cartes Nationales d'Identités sont délivrées. 1486 personnes ont pu aller à l'école ou voter ou participer dans différents activités.....

**Résultat 4:** Suite progrès résultats majeurs de consolidation de la paix

Des activités de diffusion de droit sur des thèmes choisis pour répondre aux différents droits bafoués respectifs à chaque zone surtout ceux des femmes sont effectués dans les Fokontany et même dans les communes rurales environnantes. Des actions de sensibilisations aussi sont réalisées pendant les différentes journées nationales et internationales sur les droits tels que le 08 Mars, journée Internationale des femmes, pour les Droits des femmes et les journées des écoles pour les droits des enfants. Au niveau de la prison de Betroka, les travaux de réhabilitation ont non seulement permis de renforcer la sécurité et sa capacité, mais aussi d'améliorer sensiblement les conditions de détention (surtout pour les femmes). L'amélioration de la condition sécuritaire se manifeste aussi dans le ressenti et le comportement de la population. Les marchés hebdomadaires dans les communes intéressées par le projet voient maintenant la participation des membres de la commune provenaient des fokontany de l'Andriry. Avant cela n'était pas possible et la présence de ces personnes était souvent raison de conflits. A Betroka est maintenant possible se balader la nuit et une vie nocturne s'est diffusé, avec lieux de loisir ouverts jusqu'à tard. Dernièrement, selon les témoignages recueillis dans les villages, la situation sécuritaire permet maintenant aux jeunes de porter des tongs ou des chaussures fermées, ce qui n'était pas possible auparavant, car il est beaucoup plus pratique de s'échapper pieds nus en cas d'attaque. La population de la base au niveau des communes et Fokontany a accès accru à la gestion des affaires publiques et locales. Elles participent dans la décision concernant les affaires publiques et locales à travers les 10 Structures locales de Concertation (SLC) mis en place dans les dix communes différentes. La population a donc proposés et décidé les plans et stratégie de sécurité avec les autorités locales.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

**1.3 Questions transversales**

<p><b>Appropriation nationale:</b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le gouvernement National a démontré son appropriation du projet en participant d'abord au lancement officiel du projet le jeudi 31 mai 2018 à Betroka ( participation du Premier ministre et des ministres) et ensuite à la remise officielle des matériels et équipement à la Gendarmerie le 15 Mars 2019 toujours à Betroka (participation de 3 ministres). Le nouveau Gouvernement a réaffirmé</p>
---	--

	<p>une réelle volonté de dresser le problème de sécurité (y compris dans le sud) à travers l'axe 1 de la Politique Générale de l'Etat. Cela se concrétise par des efforts pour renforcer les équipements des éléments déployés sur terrain (acquisition d'un hélicoptère pour le Bataillon Inter Arme basé à Ihosy...) De plus, la Gendarmerie Nationale a rempli son engagement par le deployment des éléments qui vont travailler dans les postes avancés nouvellement construits. Notons que les interventions du projet sont en appui à la stratégie d'intervention dans le Grand Sud et un dialogue permanent est maintenu avec les différents services pour assurer un meilleur alignement aux priorités nationales.</p>
<p><b>Suivi:</b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La fiabilité et disponibilité de données statistiques nationales a été un véritable défi pour le projet. En effet, les chiffres officiels ne rendent compte que des attaques pour lesquelles les forces de l'ordre et de sécurité sont intervenues. Hors, les zones les plus touchées sont souvent les plus isolées et donc, celles où les forces de l'ordre sont peu présentes (voire absentes). Le suivi du projet s'est basé sur les enquêtes de perceptions faites auprès de la population sur la sensation d'insécurité et confiance envers les forces de l'ordre et autres données proxy. Il serait recommandé pour la nouvelle phase II des projets PBF de renforcer les capacités nationales (gendarmerie en recollecte des données du terrain) ainsi que de construire les systèmes de suivi basés sur les sources communautaires avec les questionnaires permettant le suivi croisé pour vérifier la fiabilité des chiffres officielles.</p>
<p><b>Évaluation:</b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'ensemble des projets du portefeuille PBF devrait faire l'objet d'une évaluation finale indépendante commandée par PBSO. Par conséquent, le budget du projet lui même n'a pas prévu de ressources à cet effet.</p>
<p><b>Effets catalytiques (financiers):</b> Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>OUI. A travers son fonds propre, le PNUD a contribué à hauteur de 117 500 \$ pour optimiser les interventions des deux cliniques juridiques soutenues par le projet, la réhabilitation de la Maison Centrale et la réhabilitation du Commissariat de Betroka.</p>
<p><b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>En complémentarité avec les interventions du projet, la construction des postes avancés de Begogo et d'Ikelivaho financés par le Fonds de Développement Local est achevée. Les matériels et équipements acquis dans le cadre du projet (panneaux solaires,</p>

	radios...) y sont installés pour améliorer leur efficacité.
<b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)	La stratégie de sortie se présente sous plusieurs formes: renforcement des capacités des entités partenaires, nature dégressive des appuis, plaidoyer pour la prise en charge progressive des dispositifs mis en place par l'Etat (décret sur la pérennisation des cliniques juridiques....) Le fait que l'Etat commence cette année à investir à travers ses propres ressources pour renforcer la présence et l'efficacité des FDS dans la zone témoigne que les institutions s'inscrivent dans le cadre de cette démarche de pérennisation des acquis du projet.
<b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)	Malgré la condition sécuritaire assez précaire, le projet a pris le risque d'assurer une présence permanente dans la zone et de mettre en place des dispositifs d'accompagnement de proximité. En 26 janvier 2019 l'équipe de terrain a dû se replier sur Ihosy en raison des risques engendrés par l'action de répression menée par la Gendarmerie lors d'une attaque perpétrée dans la ville de Betroka. D'Ihosy, l'équipe a pu continuer à piloter les activités et garder le contact avec les partenaires en attendant que la situation redevienne plus calme. Ce choix de rester dans la zone d'intervention a contribué à rassurer nos partenaires sur terrain dans notre démarche d'accompagnement pour la consolidation de la paix dans cette zone.
<b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)	Parmi les activités de diffusion de droits effectuées par les Cliniques Juridiques, un accent particulier est mis sur la promotion et la protection des droits de la femme et des enfants. Il y a eu aussi la promotion de la participation des femmes dans les Structures Locales de Concertations et de la facilitation de leur accès aux documents d'état-civil. Pendant le renforcement de capacité des éléments de la Gendarmerie, la sélection des participants a intégré l'aspect genre.
<b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	Les coûts liés au partenaire de mise en œuvre pour l'activité 1.3.1 comprennent les coûts directs et indirects.

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Les forces de l'ordre, et notamment la Gendarmerie et ses Unités Spéciales Anti-Dahalo (USAD), disposent des moyens et des capacités en vue de la sécurisation dans la zone d'intervention, tout en respectant les droits humains	Indicateur 1.1 Nombre de cas d'abus commis par les force de l'ordre rapporté	Non établi	Non déterminé	Un cas d'abus signalé dans les 5 communes d'intervention du projet (Andranambao 2020).	L'indicateur n'est pas renseigné car il n'y a pas de données consolidées et fiables à exploiter ni au niveau des différentes unités des FDS déployés dans la zone. Toutefois, il a été constaté que l'amélioration des capacités de réponse des FDS est parfois associée (du moins au début) à des problèmes	de non-respect des Droits de l'homme, à travers l'usage disproportionnel de la force. Des cas ont été rapportés par des journalistes et des OSC. Des mesures correctives apportées par les différents commandements des FDS sont venues s'ajouter aux activités de rapprochement initiées par le projet.
	Indicateur 1.2 Nombre d'initiatives de dialogue / rapprochement (rencontres	0	15 (3x5 postes de gendarmerie)	10		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	sportives, session de dialogue ...) mises en oeuvre					
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Des postes avancés de Gendarmerie dans des endroits stratégiques sont opérationnels	Indicateur 1.1.1 Nombre de nouveaux postes avancés de la Gendarmerie construits ou réhabilités dans les endroits stratégiques	0	5	5	Neamoins les travaux sont achevés et des reparations sont en cours pour un batiment ou des imperfections mineures ont été identifiés.	0
	Indicateur 1.1.2 et 1.1.3. Nombre de postes avancés de gendarmerie existants ou nouvellement implantés équipés en matériels roulants, mobiliers et matériels informatiques	0	11 dont: 5 construits et équipés par RAES 2 construit par le FDL et équipés par RAES 4 déjà existants équipés par RAES	11		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
Produit 1.2 les capacités des gendarmes et des membres des USAD sont renforcées	Indicateur 1.2.1 Nombre de gendarmes formés sur l'intégrité, l'éthique professionnelle, le respect des droits humains et le genre	0	50 dont 6 femmes		Notons que la gendarmerie a fait le choix de ne pas déployer des femmes dans les zones rouges.	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de postes avancés dotés de matériels spécifiques pour le renseignement, la collecte et l'analyse des informations	0	7	7	Dotation de 7 drones	
	Indicateur 1.2.3. Nombre de gendarmes formés en matière de renseignement, collecte, analyse des informations	0	50	50		
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1	0	1 par	5		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Nombre d'infrastructures culturelles créés		commune d'intervention (soit 5 au total)			
	Indicateur 1.3.2 Nombre de sessions de dialogues/rapprochement organisées	0	2 par commune d'intervention (soit un total de 10)	14		
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
<b>Résultat 2</b> Des dispositifs de proximité sont mis en oeuvre dans la zone d'intervention pour rapprocher la population des services publics administratifs	Indicateur 2.1 Nombre de cas traités et résolus par les dispositifs de proximité (audiences foraines, cliniques juridiques, guichet unique de l'état-civil...)	Audiences Foraines : 0  Cliniques juridiques : 0  Guichet Unique : 0	Audiences Foraines : 15 dossiers par audience ; 10 audiences /an  Cliniques juridiques : 750/an  Guichet Unique : 500/commune/an	Audiences Foraines : 10 audiences / 136 dossiers et 656 casiers judiciaires  Cliniques juridiques : 1524 cas  Guichet Unique : 1591/5communes	.	
	Indicateur 2.2	0	10 000	616	Il a été constaté qu'il y a beaucoup de	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
s et juridiques	Nombre de nouvelles cartes d'identité nationales délivrées dans les zones d'intervention				faux dans le processus d'octroi des CNI dans la zone d'intervention lors des périodes électorales 2018 et 2019. Cette situation a forcé le projet d'arrêter l'opération au vu du principe "Do No Harm".	
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 La justice de proximité est renforcée dans les zones d'intervention	Indicateur 2.1.1 Réhabilitation du TPI de Betroka	TPI non réhabilité	TPI réhabilité	TPI réhabilité	Les travaux de réhabilitation sont achevés. Cette activité a nécessité la mobilisation des ressources supplémentaires auprès du PNUD. La complexité des travaux et les considérations liées à la sécurité requièrent une durée de réalisation plus longue.	la réhabilitation de la Maison centrale a remplacé celle du TPI. La Maison centrale de Betroka fait partie des services dans la branche de l'administration pénitentiaire au niveau du Ministère de la Justice et sous le contrôle du Parquet du TPI de Betroka.
	Indicateur 2.1.2 Nombre d'audiences	0	2 sessions annuelles par juridiction	10		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	foraines tenues		(Ihosy, Betroka, Ambovombe, Tolagnaro) (cible fin du projet = 10 (2,5x4))			
	Indicateur 2.1.3 Nombre de Cliniques juridiques implantées et opérationnelles	0	2	2		
Produit 2.2 Des Structures Locales de Concertation	Indicateur 2.2.1 Nombre de SLC mises en place et opérationnelles	0	1 par commune pilote identifiée (cad 10 à la fin du projet)	10		
	Indicateur 2.2.2 Nombre de SLC dont les membres ont bénéficié de formation et sont capables de	0	10	10	Les membres sont désormais capables de remplir leurs fonctions et ont pu élaborer leur plan d'action. Cependant, leurs engagement et leadership	est variable au fonction de la commune et de ressources dudit commune

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	remplir leurs fonctions					
Produit 2.3 Les services de l'Etat Civil sont renforcés	Indicateur 2.3.1 Nombres d'audiences foraines de délivrance de cartes d'identités nationales lancée par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation dans les régions Androy et Ihorombe	0	10 par région par an	5	Voir les explications dans la note jointe au rapport sur le R2 du projet ainsi les informations sur l'activité 2.1.2 dans le tableau ci dessous.	
	Indicateur 2.3.2 Nombre de communes pilotes disposant d'un guichet unique de l'état-civil doté de kit d'équipements et mobiliers	0	10	2	Projet a appuyé l'opérationnalisation non permanente d'un guichet unique de l'état civil. Le choix des communes sont déterminés par les Services concernés sellons les critères: nombre des intéressés, disponibilités du personelles d'Etat civils, niveau de sécurité de lieu.	Le budget a ete insuffisant pour fournir les équipements pour 10 communes ;
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : Budget: la totalité

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: Niveau de dépenses: 94.6%

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

N/A

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour:

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.